

# Le Canada y croit encore, le sommet Ceta est maintenu



Le Premier ministre canadien a décidé de ne pas annuler son billet pour Bruxelles en vue du sommet UE-Canada de jeudi. Les dernières nouvelles des négociations n'étaient pourtant pas très bonnes.

FRÉDÉRIC ROHART

Aucune avancée n'a été enregistrée depuis vendredi dans la négociation entre la Wallonie, l'Union européenne et Ottawa. Pourtant le Premier ministre canadien Justin Trudeau a décidé lundi soir de ne pas annuler son billet d'avion pour le sommet UE-Canada de jeudi, convoqué pour la signature officielle de l'Accord économique et commercial global - l'AECG, ou Ceta, en anglais.

«Avec le Premier ministre Justin Trudeau, nous pensons que le sommet de jeudi est toujours possible. Nous encourageons toutes les parties à trouver une solution. Il y a encore du temps», a lancé en soirée sur le réseau Twitter

le président du Conseil européen Donald Tusk. Le Polonais avait pourtant fixé un ultimatum aux Wallons, leur demandant une réponse pour ce lundi - dernier délai de courtoisie vis-à-vis du chef de gouvernement canadien.

## Rien de neuf

Après un weekend d'échanges stériles, la sentence belge est tombée: c'est toujours non. «Il n'y a rien de neuf à ce stade», indiquait-

on dans l'entourage de Paul Magnette en réaction à l'annonce du maintien du sommet. Après le coup de théâtre de vendredi, qui a vu la ministre canadienne du Commerce quitter Namur en annonçant la fin des négociations, les discussions ont repris ce weekend. Samedi, le président (socialiste) du Parlement européen Martin Schulz a tenté de faire les bons offices entre les Canadiens et les Wallons. Il y avait alors, a-t-il dit, «beaucoup de raisons d'être optimiste sur la conclusion du Ceta aussi vite que possible». La Commissaire au Commerce, Cécilia Malmström a formellement envoyé ses nouvelles propositions écrites à Paul Magnette dimanche matin, lui proposant une réunion dans la foulée. «Impossible» de mener une analyse sérieuse des textes dans les délais proposés, a-t-on rétorqué côté wallon - ce que le Fédéral a traduit comme la «politique de la chaise vide».

Une réponse pour lundi ? «Ce ne sera pas possible», a tranché le président du Parlement wallon, André Antoine (cdH), lundi matin, estimant être confronté à «une marmelade» de textes: «Deux déclarations interprétatives (du traité), peut-être même trois». Sans compter une déclaration «de la Belgique avec le soutien de la Commission» sur le mécanisme de protection des investissements (ICS) qui pose tant problème aux Wallons.

Sur le fond, indique-t-on dans l'entourage du ministre-président, les nouvelles propositions de la Commission allaient «moins loin» que ce qui avait été mis sur la table précédemment. Sur la forme, «il y a un problème de méthode», répète-t-on à l'envi. Paul Magnette reste en première ligne dans ces négociations, mais hier, quatre Parlements de Belgique n'étaient toujours pas en mesure de donner les pleins pouvoirs au ministre des Affaires étrangères pour qu'il signe ce traité. L'Europe ne perd pas espoir. «La patience est essentielle» a indiqué de son côté la Commission européenne, qui se dit toujours «prête à aider» en cas de besoin.

**«Nous pensons que le sommet est toujours possible. Il y a encore du temps.»**

**DONALD TUSK**  
PRÉSIDENT DU  
CONSEIL  
EUROPÉEN

# Quatre scénarios pour le traité canadien

**Le Ceta peut-il encore être signé jeudi ? Le Canada semble l'espérer. Mais Namur n'envoie pas de signaux encourageants et le Ceta pourrait connaître un tout autre destin...**

FRÉDÉRIC ROHART

Après avoir claqué la porte des négociations au bord des larmes sur un constat d'échec vendredi, la ministre canadienne du Commerce a indiqué lundi «avoir bon espoir» que l'accord soit sauvé. Le président du Parlement européen Martin Schulz avait diffusé un message similaire samedi. Pourtant rien dans le message émis côté wallon ne permet de comprendre cet optimisme soudain. Certes, Paul Magnette a toujours dit ne pas vouloir tuer le traité pour le principe et, oui, le ministre-président wallon a fait des déclarations encourageantes, vendredi, après avoir obtenu des concessions encore «insuffisantes». Mais depuis, rien. On a même assisté à une reculade dans la teneur des propositions avancées, indique-t-on dans l'entourage de Paul Magnette. Juste avant l'annonce de Tusk et Trudeau, un cabinet tard namurois estimait encore qu'un accord ne serait sans doute pas conclu d'ici jeudi – «mais on finira par en trouver un», ajoutait-il... Alors, où va le Ceta?

## 1. Un accord pour le sommet

En décidant de ne pas annuler son billet pour Bruxelles, Justin Trudeau tend la main aux Wallons – un peu comme s'il revenait sur la décision aussi soudaine qu'inattendue de sa ministre d'interrompre le dialogue qu'elle avait entamé à Namur vendredi et qui semblait si constructif. Si Canadiens et Européens sont prêts à donner le change à Magnette sur les tribunaux

d'arbitrage que le Ceta veut instaurer pour régler les litiges entre multinationales et Etats, il n'est pas impossible que la Wallonie accepte de conclure – même sans avoir obtenu gain de cause sur tout ce qu'elle demandait (pas d'exception agricole, notamment).

## 2. Un rab pour la forme

Il y a dans toute cette histoire un problème fondamental de méthode, soulignent les Wallons: on leur soumet des propositions à la va-vite, on les presse à répondre sans laisser le temps au Parlement wallon (ne parlons pas des autres) de les examiner proprement... Tout indique dans l'attitude wallonne que la forme a autant d'importance que le fond: la démocratie prend du temps, il faut la laisser vivre. Même si sur le fond le Canada et l'Union accédaient aux demandes clés des Wallons, on pourrait s'attendre à ce que Namur exige un rab pour laisser les experts et les parlementaires analyser, débattre et voter. Mais si le verrou du sommet saute, d'autres États membres ne sortiront-

ils pas du bois pour réclamer eux aussi des accommodements?

## 3. Le traité est remodelé

Face aux objections wallonnes au Ceta, la Commission européenne n'a jamais envisagé de rouvrir le traité – dites plutôt la boîte de Pandore... Les négociateurs ont travaillé sur plusieurs textes d'interprétation: pas une ligne de l'accord n'a bougé. Mais certains – tant du côté des opposants au Ceta que du côté de ses défenseurs – plaident pour instaurer une pause dans la discussion pour permettre à la Cour de Justice de l'Union de clarifier les contours du traité. Il faudrait prendre le temps d'interroger la Cour sur la légalité des tribunaux d'arbitrage mis en place par le Ceta, défend l'écologiste belge Philippe Lamberts. La socialiste Marie Arena comme le libéral flamand Karel de Gucht estiment de leur côté qu'au point où en sont les choses il serait judicieux d'attendre l'avis de la Cour sur la «mixité» de l'accord. Les juges de Luxembourg doivent se prononcer au début de l'année prochaine sur la nature mixte d'un traité signé avec Singapour: cet arrêt clarifiera ce qui, dans le Ceta, relève des institutions européennes ou des États membres. Sur cette base, il serait techniquement possible de scinder le Ceta entre sa partie purement commerciale qui pourrait entrer en application immédiatement, et le reste. Une manière de calmer les passions et d'avancer. Mais l'idée est difficile à mettre en pratique: comment expliquer aux Parlements des États qui se sont déjà exprimés que leur avis était facultatif?

## 4. Le Ceta est enterré

L'hypothèse d'un enterrement pur et simple du Ceta semble elle aussi très théorique. L'Union n'a aucun intérêt conclure cette histoire sur un tel échec, et le Canada non plus. La province du Québec, en particulier, tient à resserrer les liens avec l'Europe au moment où d'autres entités du pays se tournent vers l'Asie. Un enterrement n'est cependant pas impossible pour des raisons politiques: le gouvernement canadien pourrait buter sur ce que certains outre-Atlantique considèrent comme une humiliation. Mais les enterrements de traités de ce genre portent souvent mal leur nom. Le Ceta est né sous la forme de «TIEA» avant d'être oublié pour renaître de ses cendres quelques années plus tard la forme qu'on lui connaît.

**En décidant de ne pas annuler son billet pour Bruxelles, Justin Trudeau tend la main aux Wallons. Un peu comme s'il revenait sur la décision aussi soudaine qu'inattendue de sa ministre d'interrompre le dialogue.**